

PREFET DU HAUT RHIN

Direction Régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Grand Est

Mulhouse, le 10 octobre 2017

Unité Départementale du Haut Rhin
Equipe GT

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement:

- Sté PROTECHNIC – CERNAY
- demande de modification d'exploiter du 16 septembre 2017 (dossier PROTECHNIC - Septembre 2017)
- étude hydrogéologique du 8 septembre 2017 (étude PLUME-eci)

PJ : Projet d'arrêté de prescriptions complémentaires

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

RAPPORT en CODERST

I - Objet du rapport

La Société PROTECHNIC exploite à Cernay un établissement qui relève du régime de l'autorisation au titre des installations classées. Les activités principales du site sont la transformation de matières plastiques et l'impression (*héliographie*) de films plastiques.

Le 16 septembre 2017 (*dépôt préfecture le 21 septembre 2017*), l'exploitant adresse au Préfet une demande de modification des conditions d'exploiter :

- transfert du local maintenance (*du bâtiment THERMOPLAST vers le bâtiment TECHCENTER*),
- dans le bâtiment THERMOPLAST :
 - déplacement des machines MAAG et GAL (*machines d'enroulage*),
 - ajout d'une nouvelle machine d'extrusion: TX6,
- dans le bâtiment DECOPLAST : ajout d'une imprimante numérique (*utilisation de l'ancien local « vestiaire »*),
- augmentation de la quantité annuelle produite de DIB.

II - Situation administrative de l'établissement

L'exploitation des activités du site a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 25 avril 1995 et est réglementée par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 mettant à jour les prescriptions.
Le site est classé IED au titre de la rubrique 3760.

III – Examen des modifications sollicitées dans la demande de l'exploitant

III-1- transfert du local maintenance (du bâtiment THERMOPLAST vers le bâtiment TECHCENTER)

Aucune activité classée n'est exercée dans le local de maintenance.

Les matériaux et produits présents dans le local maintenance ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de dangers réalisée dans le cadre de la demande de régularisation de décembre 2015 (*complétée décembre 2016*) et qui a donné lieu à l'arrêté de régularisation des modifications/mise à jour des prescriptions du 28 mars 2017.

Ce transfert n'est pas à considérer comme une modification notable ou substantielle.

Proposition : il est toutefois proposé une modification des prescriptions d'exploiter pour en faire état, et plus particulièrement aux articles :

1-2-4	Consistance des installations classées
1-3-1	Conformité au dossier de demande d'autorisation
7-4-4	Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

III-2- déplacement dans le bâtiment THERMOPLAST des machines MAAG et GAL

Ces 2 machines servent à l'enroulage des films et voiles de matière plastique produits au niveau des extrudeuses TEX et WEB.

Le déplacement de ces machines à l'intérieur du même bâtiment n'est pas une modification importante et ne modifie en rien les prescriptions d'exploiter ; ce transfert n'est pas à considérer comme une modification notable ou substantielle.

L'exploitant profite de cette modification d'implantation de machines pour faire un point sur les machines de travail à froid de matières plastiques (*découpeuses, enrouleuses, granulation*) et précise que l'ensemble du parc de ces machines est susceptible de traiter 13,1 t/j de matières plastiques et d'enrouler 4,8 t/j :

- les activités de transformation par procédé mécanique sont classées sous la rubrique 2661-2 de la nomenclature des installations classées; elles relèvent du régime de la Déclaration (*seuil « haut » du régime Déclaration à 20 t/j*),
- il en était fait état dans le dossier de mise à jour de décembre 2015, mais sans précision de seuil global d'activité (*seules les informations concernant la re-granuleuse étaient données*),
- les machines d'enroulage ne sont pas à considérer comme de la transformation mécanique,

Proposition : il est toutefois proposé une mise à jour des rubriques de classement de l'article 1-2-1 de l'APC du 28 mars 2017.

III-3- ajout dans le bâtiment THERMOPLAST d'une nouvelle machine d'extrusion (TX6)

Dans le bâtiment THERMOPLAST sont actuellement exploitées 5 machines d'extrusion de matières plastiques :

- WEB1, WEB2 et WEB3 : extrusion d'un voile,
- TX1 et TX4 : extrusion d'une grille.

La capacité totale susceptible d'être extrudée par ces 5 machines :

- a été annoncée par l'exploitant dans son dossier de décembre 2015 à 4,8 t/j,

- est actuellement reprécisée par l'exploitant à 4,97 t/j.

L'exploitant envisage l'ajout d'une nouvelle machine d'extrusion de voile de matière plastique (TX6) similaire à la TX1 qui sera située à l'emplacement initial des machines MAAG et GAL dont il est fait état précédemment :

- la capacité susceptible d'être extrudée sur la TX6 est annoncée par l'exploitant à 0,63 t/j,
- la capacité totale susceptible d'être extrudée dans le bâtiment THERMOPLAST passerait donc de 4,97 à 5,6 t/j.

Une autre extrudeuse, dite « BLOWN1 » est également exploitée dans un bâtiment construit en 2015. Il est fait état de cette machine dans le dossier de régularisation/mise à jour de décembre 2015. La capacité susceptible d'être extrudée est annoncée par l'exploitant à 3,8 t/j ; il en est tenu compte dans l'arrêté du 28 mars 2017.

La capacité totale susceptible d'être extrudée sur le parc complété de machines (*WEB1, WEB2, WEB3, TX1, TX4, TX6, et BLOWN1*) sera donc de **9,4 t/j** ; l'activité continue à relever du régime Déclaration au titre de la rubrique 2661-1c° de la nomenclature des installations classées (*seuil « haut » du régime Déclaration à 10 t/j*).

S'agissant de l'impact « Risques Chroniques » :

- aucune consommation d'eau,
- les émissions gazeuses de la TX6 seront canalisées et rejetées par un conduit de cheminée spécifique dont le débouché sera à 3 m au-dessus du toit (*respect de la prescription de dimensionnement des conduits de rejet de l'article 3-2-3 de l'APC du 28 mars 2017*),
- les valeurs limites démission et les dispositions de contrôle restent celles déjà imposées aux autres extrudeuses.

S'agissant de l'impact « Risques Accidentels » : l'ajout de la nouvelle extrudeuse n'impacte pas les volumes et stockage de matières plastiques présents sur le site (*matières leres ou produits finis*) ; il n'en résulte aucune modification des conclusions de l'étude de dangers présente au Dossier de décembre 2015).

Proposition

L'ajout de la nouvelle extrudeuse est une modification notable mais non substantielle.

Cette modification nécessite toutefois une mise à jour de divers articles dans lesquels les extrudeuses sont citées notamment :

1-2-1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
1-2-4	Consistance ses installations autorisées
1-3-1	Conformité au dossier de demande d'autorisation
3-2-2	Conduits des rejets gazeux et installations raccordées
3-2-3	Conditions générales des rejets gazeux
3-2-4	Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques
9-2-1-1-1	Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

III-4- ajout dans le bâtiment DECOPLAST d'une imprimante numérique (*utilisation de l'ancien local « vestiaire »*)

L'imprimante numérique envisagée est une petite installation ; sa consommation est de 4 kg/j d'encre (*à 70 % d'extrait sec et 30 % de solvant*), ce qui représente :

Produit	Consommation en kg/j	Consommation en kg/an (base 230 j/an)
---------	----------------------	---------------------------------------

l'encre (70 % extrait sec et 30 % solvant)	4	920
dont solvant (30 % dans les encres)	1,2	276

► Incidence sur la rubrique de classement n°2450 (*Impression*)

L'activité d'impression numérique n'est ni de l'héliogravure ni de la flexographie (*rubrique 2450-2*) ; elle relève de la rubrique 2450-3 :

- le seuil « bas » de classement en Déclaration de cette rubrique est de 100 kg/j,
- la consommation d'encre est annoncée par l'exploitant à 4 kg/j ;

l'activité d'impression numérique n'est pas classable.

Examen de l'augmentation d'activité d'impression par rapport à la notion d'augmentation substantielle (*voir en annexe du présent rapport*)

Même si l'activité d'impression (*et en conséquence d'utilisation de solvant*) a augmenté de façon importante depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995, elle reste non substantielle.

L'arrêté de prescriptions complémentaires du 28 mars 2017 a retenu une consommation de produits (*encre et solvant*) de 189,09 t/an (60,42 + 128,67) ; soit 822,20 kg/j (230 j d'activité par an).

Avec le projet d'imprimante numérique (4 kg/j d'encre), l'activité d'impression passera à **826,20 kg/j** (822,20 + 4).

Par ailleurs, les émissions gazeuses de l'imprimante numérique sont captées et traitées sur l'épurateur thermique qui traite déjà les émissions des 2 installations d'héliogravures et d'autres installations/équipements mettant en œuvre des solvants (*mélange des encres/couleurs, distribution de solvants, unités de lavage de fûts, ...*).

► Incidence sur la rubrique de classement IED n°3670 (*Utilisation de solvant*)

La rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées ne fait pas état de la consommation annuelle de produits (*encre et solvant*), ni de la consommation annuelle de solvant, mais de la «**capacité de consommation en solvant**». Il y a donc lieu de tenir compte de tous les solvants utilisés sur le site (*dont notamment les 78 tonnes de solvants recyclés et les solvants de nettoyage*).

Activité 3670 « *Traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an* ».

Les solvants utilisés sur le site sont :

- les solvants utilisés au sein de l'activité d'impression (*solvants contenus dans les encres, solvants purs et recyclés*),
- et les solvants utilisés pour l'activité de lavage des fûts, encriers et petits matériels d'impression (*même si ces activités de lavage sont en circuit fermé et les solvants sont recyclés*).

Dossier de régularisation de décembre 2015 (complété décembre 2016)	<ul style="list-style-type: none"> - l'installation de lavage fût, encriers, ...: 14,20 t/an (<i>les solvants sont recyclés puis réutilisés</i>), - les installations d'impression (<i>CERUTTI et WINDMOELLER</i>) : <ul style="list-style-type: none"> • 36,25 t/an de solvants (<i>contenus dans les encres utilisées</i>), • 128,67 t/an de solvants neufs, • 78 t/an de solvants recyclés <p>soit un total (lavage et impression) d'environ 257, 20 tonnes/an</p>
Demande d'extension pour l'ajout d'une imprimante numérique	4 kg d'encre/j, soit 1,2kg de solvant/j (<i>encre à 70 % d'extrait sec</i>) soit 920 kg d'encre/an (<i>soit 276 kg de solvant/an</i>)
Total	257,476 t/an

S'agissant de l'augmentation de la consommation annuelle, en tenant compte de toutes les activités mettant en œuvre des solvants (*dont les installations de lavage de fûts, encriers, plaques, ...*) et des

78 tonnes de solvants recyclés, elle passe de 66,75 t/an (*dossier de mai 2014*) à **257,476 t/an** (*voir tableau ci-dessus*) soit 190,726 t/an ($257,476 - 66,75$). Cette augmentation reste inférieure à 200 tonnes et donc non substantielle au titre du seuil IED.

S'agissant de la consommation horaire, celle-ci passe de 96,74 kg/h (*voir en annexe les informations concernant l'activité d'impression*) à environ 110 kg/h (*en tenant compte des 78 t de solvants recyclés utilisés en impression et des 14,20 t de solvants de nettoyage de fûts, encriers, plaques,*) ; le seuil de 150 kg/h n'est pas dépassé.

Conclusion et propositions : s'agissant de l'ajout de l'imprimante numérique elle n'est pas une modification substantielle. Elle nécessite toutefois une mise à jour de divers articles concernés par l'utilisation et les émissions de solvants ; notamment :

1-2-1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
1-2-4	Consistance des installations classées
1-3-1	Conformité aux dossiers de demande d'autorisation
3-2-2	Conduits et installations raccordées
7-5-3	Rétentions
8-3-2	Locaux d'impression (<i>dans le bâtiment DECOPLAST</i>)
8-3-5	Locaux de stockage des encres et solvants et autres zones de stockage de liquides inflammables et combustibles

► Incidence sur les garanties financières pour la mise en sécurité

L'activité 3670, pour laquelle la Société PROTECHNIC est également classée est visée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de garanties financières pour la mise en sécurité (*art R. 516-1-5 du CE*) :

- les modalités de détermination et d'actualisation des garanties financières pour la mise en sécurité sont déterminées par un arrêté ministériel du 31 mai 2012,
- l'article R. 516-1-5° prévoit que l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties financières est inférieur à 100 000 €.

L'estimation du montant de ces garanties financières de mise en sécurité tient compte notamment de :

- la gestion des produits dangereux liés à l'activité classée,
- la gestion et l'élimination des déchets, dangereux et non dangereux,
- l'élimination de cuves de carburant enterrées sur le site (*ce point ne concerne pas la Société PROTECHNIC*),
- l'étude sol en cas de cessation définitive d'activité et la surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- le dispositif de clôture, le panneautage et la surveillance du site.

A l'occasion de son dossier de régularisation de décembre 2015 l'exploitant a fait une estimation du montant des garanties financières (*ses courriel et document de calcul du 9 janvier 2017*) ; le montant actualisé a été estimé à 73 175 euros (*montant évalué sur la base de l'indice TP septembre 2016 : 102,60*) ; le montant étant inférieur à 100 k€, **il n'avait donc pas d'obligation de constitution des garanties financières.**

Dans le cadre de l'actuel projet de modification, l'exploitant analyse l'impact des modifications qui peuvent impacter le montant de garanties financières :

- présence de cartouches d'encres pleines,
- présence de cartouches vides.

La récupération des cartouches pleines et vides a été chiffrée par l'exploitant.

Même si dans son dossier, il fait une erreur de calcul sur le coefficient alpha dont il doit être tenu compte pour l'actualisation du montant de calcul, après correction le montant corrigé s'élève à 74 700 euros TTC et reste inférieur à 100 k€ ; l'exploitant **n'a pas d'obligation de constitution des garanties financière.**

Nota : L'indice TP01 pris en compte est celui de mai 2017 (*dernier indice connu*) : 105,0.

Le coef α est de 1,031.

Il est proposé de faire état de ce nouveau montant et des modalités d'actualisation dans les CONSIDERANT du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires.

III-5- les déchets

III-5-1-augmentation de la quantité annuelle produite de D(I)ND .

Les DIB sont essentiellement des films plastiques ; l'article 5-1-7 de l'arrêté du 28 mars 2017 fixe :

- une quantité maximale produite de 330 t/an,
- une quantité maximale présente sur le site de 2 bennes de 30 m³ (soit 18 tonnes).

L'exploitant signale à présent avoir sous-estimé dans son dossier de régularisation de décembre 2015 la quantité des déchets (*films plastiques*) produits par l'extrudeuse BLOWN1 mise en exploitation en 2015 ; il souhaite que le seuil des 330 t/an soit porté à 560 t/an, en précisant que la quantité maximale de **D(I)ND** présente sur le site restera toujours limitée à 2 bennes de 30 m³ (*ce qui est actuellement imposé*).

Compte tenu du fait que la quantité maximale présente reste limitée à 2 bennes, ce qui a été pris en compte dans le calcul des GF, une suite favorable peut être envisagée à la demande.

III-5-2- les cartouches d'encre vides

Les cartouches d'encre vides sont des D(I)D (*tableau de la nomenclature Déchets*) :

- code : 08 03 17*
- 1 palette de 460 cartouches vides ;

il n'en est actuellement pas fait état à l'article 5-1-7 de l'arrêté du 28 mars 2017.

Conclusion et propositions : la modification n'est pas substantielle. Elle nécessite toutefois une mise à jour de l'article 5-1-7 pour tenir compte des 2 points évoqués ci-dessus.

IV- Éléments complémentaires dont dispose l'inspection

Depuis l'arrêté de prescriptions complémentaires du 28 mars 2017, l'inspection dispose de nouveaux éléments concernant le site :

- qui ne figuraient pas au dossier de demande de régularisation de décembre 2015 compléter décembre 2016,
- qui ont été transmis par l'exploitant dans le respect des prescriptions de l'arrêté du 28 mars 2017.

Ceci concerne plus particulièrement les points suivants:

- l'unité de lavage au solvant des fûts n'est pas dans un local spécifique mais dans le local dit « Cuisine Couleurs »
- dans ce local sont présentes diverses installations qui émettent des solvants : unité de mélange des couleurs/encre et l'installation de lavage des fûts, mais également les postes de soutirage ou distribution de solvant non identifiés dans le dossier de décembre 2015,

- accolée à la «Cuisine Couleurs» il existe une unité de lavage au solvant de petits matériels d'impressions (*encriers, plaques, etc...*) :
 - il n'est pas fait état de cette installation dans le dossier de régularisation de décembre 2015,
 - cette unité est sur rétention,
 - elle est sous aspiration et les émissions sont envoyées vers l'installation de traitement thermique BABCOCK,
 - les solvants sont utilisés en circuit fermé
- la quantité de solvant utilisée est comprise dans les 14,20 t/an dont l'exploitant fait état dans son dossier de régularisation de décembre 2015 (*même s'il ne parle que de l'installation de lavage de fûts*),
- la réponse de la Communauté de Communes de Thann/Cernay du 6 juin 2017 qui précise ses exigences quant au rejet possible d'eaux d'extinction incendie dans le réseau d'assainissement communal (*confinement préalable, analyses, s'assurer que la qualité des eaux confinées est compatible avec un traitement au niveau de la station d'épuration urbaine*),
- les mesures prises par l'exploitant pour éviter les rejets directs dans le canal usinier,
- les mesures prises par l'exploitant pour isoler les points d'infiltration des eaux pluviales de ruissellement en cas d'écoulements aux aires de chargement/déchargement (*ballons obturateurs gonflables mis en place dans les canalisations en amont des séparateurs d'hydrocarbures au lieu des tampons/coussins obturateurs d'avaloirs comme il en faisait état dans son dossier de décembre 2015*),
- l'estimation du volume de confinement actuellement disponible au droit du bâtiment DECOPLAST ($27 m^3$),
- la transmission de l'étude hydrogéologique en vue de la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines (*étude PLUME-eci du 08 septembre 2017*) ; il est proposé un réseau de surveillance constitué de 5 ouvrages (*1 ouvrage Amont et 4 ouvrage Aval*) et des paramètres de surveillance complémentaires à ceux qui avaient initialement été imposés.

Proposition :

Ces éléments nécessitent une mise à jour de divers articles de l'arrêté du 28 mars 2017, notamment :

1-2-4	Consistance des installations classées
3-2-2	Conduits (émissions gazeuses) raccordés
4-2-2	Plan des réseaux
4-3-6-1	Rejet dans une station collective
4-3-13-1	Rejets au réseau d'assainissement communal
4-3-13-2	Rejets au canal usinier (rejet à la THUR)
4-3-13-4	Élimination des eaux susceptibles d'être polluées, dont les eaux issues d'un accident ou d'un sinistre/incendie
7-5-7	Transports - chargements – déchargements
7-6-8-1-1	Protection du canal usinier et d'un rejet direct à la THUR
7-6-8-1-2	Dispositif de confinement particulier au bâtiment DECOPLAST et au local de stockage des encres et solvants
7-6-8-1-3	Dispositif de confinement général du site
8-3-3 et 8-3-6	Local « Cuisine Couleurs »
9-2-4-1-1-A et 9-2-4-1-2	Réseau de surveillance et programme de surveillance (eaux souterraines)
10-1	Documents à transmettre à l'inspection

10-2	Échéances
10-3	Contrôles à effectuer

V- Conclusion finale et Propositions de l'inspection

Le cumul des modifications réalisées depuis l'arrêté d'autorisation du 25 avril 1995 n'est pas substantiel et ne nécessite pas qu'une nouvelle demande d'autorisation environnementale d'exploiter soit déposée.

L'actuelle demande de modification peut être instruite dans le cadre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Par ailleurs, les éléments dont dispose l'inspection, fournis par l'exploitant depuis l'arrêté de prescriptions complémentaires du 28 mars 2017, nécessitent une mise à jour de certaines prescriptions d'exploiter ; cette modification des prescriptions peut être instruite dans le cadre de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Ci-joint un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui :

- actualise les prescriptions de l'arrêté du 28 mars 2017,
- **remplace certains plans joints à cet arrêté pour tenir compte :**
 - soit de l'imprécision des plans initialement annexés
 - soit des modifications sollicitées :
 - le plan de situation des installations, pour tenir compte de la nouvelle extrudeuse TX6 et de l'imprimante numérique,
 - le plan de localisation des conduits de rejets gazeux pour tenir compte du rejet de la nouvelle extrudeuse TX6,
 - le plan du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines,
 - le plan de réseau « rejet AQUEUX » pour tenir compte du positionnement des ballons gonflables d'obturation,

Ce projet de prescriptions doit être soumis à l'avis du CODERST.

Annexe

Examen de l'augmentation d'activité d'impression par rapport à la notion d'augmentation substantielle

Les dossiers	Consommation encre	Consommation de solvant	Consommation totale de produits	Consommation totale de solvants
Rejets actés en 1995 Dossier de mai 2014	22 t/an (<i>dont 15 t/an de solvant</i>)	51,75	73,75 t/an, soit : - 320,65 kg/j (<i>base 230 j/an</i>) - 106,90 kg/h (<i>base 3h/j</i>)	66,75 t/an, soit : - 290,20 kg/j (<i>base 230 j/an</i>), - 96,74 kg/h (<i>base 3h/j</i>).
Dossier de régularisation de décembre 2015 (complété décembre 2016)	60,42 t/an (<i>dont 36,25 t/an de solvant</i>)	- solvant neuf : 128,67 t/an, - solvant recyclé : 78 t/an. (*)	189,09 t/an, soit : - 822,13 kg/j (<i>base 230j/an</i>), - 62,30 kg/h (<i>base 13,2 h/j</i>)	164,92 t/an, soit : - 717,04 kg/j (<i>base 230 j/an</i>), - 54,32 kg/h (<i>base 13,2 h/j</i>).
Dossier septembre 2017 : Impression numérique	0,920 t/an (<i>dont 0,276 t/an de solvant</i>)	/	0,920 t/an, soit : - 4 kg/j (<i>base 230 j/an</i>) - 1kg/h (<i>base 4h/j</i>)	0,276 t/an, soit : - 1,2 kg/j (<i>base 230 j/an</i>) - 0,3kg/h (<i>base 4h/j</i>)

Cumul des activités d'impression de décembre 2015 et septembre 2017			190,01 t/an (189,09 + 0,920), soit : - 826,13 kg/j (base 230 j/an) - 63,3 kg/h	165,196 t/an (164,92 + 0,276), soit : - 718,24 kg/j (base 230 j/an), - 54,62 kg/h
--	--	--	--	---

(*) Pour le calcul de la consommation annuelle en solvant, le guide de réalisation d'un Plan de Gestion de Solvant (PGS) précise qu'il est tenu compte de la quantité de solvants organiques achetée et utilisée dans l'installation sur une période de 12 mois, diminuée de la quantité de solvants organiques récupérée et destinée à être régénérée en externe en vue de leur utilisation ; il n'y a donc pas lieu de comptabiliser les 78 t/an de solvant recyclé.

L'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 prévoit qu'une augmentation de l'activité d'utilisation de solvant (**rubrique 3670 : activité de traitement de surface utilisant des solvants**) est considérée comme substantielle si :

- l'augmentation de la consommation en solvant est de plus de 200 t/an,
- l'augmentation de la consommation horaire en solvant est de plus de 150 kg/h.

S'agissant de la seule activité d'impression :

- la consommation annuelle en solvant passe de 66,75 t/an à 165,196 t/an ; elle est donc de 98,45 t/an (*inférieure à 200 t/an*),
- la consommation horaire en solvant passe de 96,74 kg/h à 54,62 kg/h.

Nota : la diminution de la consommation horaire, depuis le dossier de mai 1994, résulte d'une augmentation de l'activité d'impression ; à noter toutefois que la totalité des émissions de solvant est captée et traitée sur un épurateur thermique. Compte tenu des performances de l'épurateur thermique, même avec une activité consommant annuellement plus de solvant qu'à l'origine du site, les émissions en COV sont moindres que celles autorisées par l'arrêté d'autorisation de 1995. Par ailleurs, les émissions en solvants respectent les normes d'émission associées aux meilleures techniques disponibles concernant l'activité.

Conclusion : s'agissant de l'activité d'impression (rubrique 2450) même si l'activité d'impression (*et en conséquence d'utilisation de solvant*) a augmenté de façon importante depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995, elle n'est pas substantielle.